



Direction territoriale Bassin de la Seine

## **PRESCRIPTIONS PARTICULIERES ANNEXEES A L'ARTICLE 3 DE LA CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE**

### **ARTICLE 3.1 - Principe de base**

La présente annexe est applicable aux activités commerciales exercées à bord d'un bateau ou d'un établissement flottant. L'occupation du domaine public fluvial pour ces activités fait l'objet d'une convention fixant les conditions de mise à disposition de terre-pleins, de linéaires de quai, de perré ou de berge naturelle, de plans d'eau réservés et de locaux.

### **ARTICLE 3.2 - Usage**

Le terre-plein est réservé à l'activité de l'occupant (transport de passagers, nautisme, activité liée à la voie d'eau, animation des berges...) et éventuellement, sous réserve d'un agrément formel et préalable de Voies Navigables de France, à certaines autres animations du site.

Le linéaire de quai, de perré ou de berge naturelle est destiné à l'amarrage des bateaux et des établissements flottants stationnaires de l'occupant.

Le plan d'eau réservé est destiné à l'activité de l'occupant. Ses dimensions doivent permettre :

- l'utilisation du quai, du perré ou de la berge mis à disposition,
- l'accostage, l'amarrage, le stationnement et le mouvement des bateaux de l'occupant autorisés par la convention,
- l'installation de pontons flottants et de tous autres établissements flottants stationnaires autorisés par la convention.

### **ARTICLE 3.3 - Aménagements**

Les aménagements structurels sont réalisés par Voies Navigables de France ou par l'occupant selon les termes de la convention.

Les aménagements spécifiques du terre-plein, du plan d'eau réservé, du quai et de toute autre dépendance du domaine public mis à disposition peuvent être réalisés par l'occupant après accord de Voies Navigables de France.

Ils doivent être compatibles avec :

- les règles de navigation prescrites dans la zone où est situé le plan d'eau réservé,
- les règles d'urbanisme de la zone concernée,
- la mise en valeur du site,
- l'ouverture à la promenade,
- le cahier des prescriptions particulières lorsqu'il existe.

Les aménagements spécifiques liés à l'activité de l'occupant ou destinés à l'accueil de sa clientèle sont à la charge de l'occupant. Voies Navigables de France peut être amené à les réaliser lui-même. Dans ce cas, une redevance complémentaire est due par l'occupant.

#### **ARTICLE 3.4 - Utilisation des lieux mis à disposition**

Le stationnement des bateaux et des établissements flottants de l'occupant est autorisé aux conditions suivantes :

- leur stationnement ne doit pas dépasser le périmètre du plan d'eau réservé,
- ils doivent être titulaires des autorisations réglementaires,
- ils doivent être, préalablement à leur accueil sur le site, soumis à l'agrément de Voies Navigables de France, quant à leur aspect extérieur et leur impact sur le site.

Pour les bateaux à passagers, le titre d'occupation pourra imposer un trafic fluvial minimal.

#### **ARTICLE 3.5 - Formalités à accomplir pour l'exploitation des bateaux et établissements flottants**

Les autorisations accordées par Voies Navigables de France ne dispensent en aucun cas l'occupant d'accomplir les formalités en vigueur et d'obtenir toutes autorisations prévues par la réglementation.

Pour la mise en exploitation, l'occupant doit fournir à Voies Navigables de France pour chaque bateau ou établissement flottant copie des documents nécessaires et notamment :

- acte de propriété du bateau,
- extrait des droits réels,
- certificat d'immatriculation,
- état des hypothèques ou nantissement,
- état négatif de saisie,
- permis de navigation ou autorisation spéciale en vigueur,
- le cas échéant, arrêté d'exploitation et toutes autorisations nécessaires à l'exercice de l'activité,

- attestation d'assurance précisant la période de validité et le montant des sommes garanties.

- pour les bateaux de location : label de coche nolisé.

Il transmettra, au fur et à mesure de leur délivrance, copie de tout document modificatif ou de renouvellement.

Il devra également s'acquitter du péage plaisance des professionnels en cas de réalisation d'une activité de transport de passagers.

### **ARTICLE 3.6 - Responsabilité - Surveillance**

L'occupant devra veiller en permanence à ce que les activités tant sur le terre-plein que sur les bateaux ou établissements flottants n'apportent aucune nuisance notamment visuelle ou sonore et ne portent pas atteinte à l'ordre public.

Pour toute activité commerciale, ainsi que pour tout établissement destiné à recevoir du public, l'occupant devra, obligatoirement et préalablement à tout début d'exploitation, obtenir les autorisations prévues par la réglementation en vigueur, auprès de la préfecture de police pour Paris, ou de la préfecture concernée pour les autres départements.

### **ARTICLE 3.7 - Assurances**

L'occupant doit contracter auprès d'une compagnie notoirement solvable une assurance couvrant les frais de retirement en cas de naufrage du ou des bateaux ou établissements flottants occupant le plan d'eau réservé.

A défaut pour l'occupant de procéder au retirement du bateau ou de l'établissement flottant, dans le délai qui lui serait fixé par mise en demeure adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, Voies Navigables de France pourra y pourvoir d'office aux frais et risques de l'occupant.

### **ARTICLE 3.8 - Amarrage du bateau**

Le dispositif d'amarrage du bateau retenu devra permettre d'éviter le désamarrage du bateau en cas de crue majeure, la crue de 1910 étant prise pour référence. Une note de calcul portant sur le dimensionnement du dispositif d'amarrage retenu, et sa résistance en cas de crue majeure, sera soumise à Voies Navigables de France avant la réalisation de tous travaux.

### **ARTICLE 3.9 - Entretien des lieux mis à disposition**

L'occupant est tenu de procéder :

- au nettoyage du plan d'eau réservé, notamment en assurant le libre écoulement des corps flottants entre le quai et les bateaux ou établissements flottants; il pourra lui être prescrit de mettre un barrage flottant déviateur à l'amont de ceux-ci ;

- au nettoyage du terre-plein ;

L'occupant doit en outre souscrire les contrats à passer avec les différents gestionnaires des réseaux d'alimentation ou d'évacuation et de collecte des ordures dans le respect de la réglementation en vigueur.

Les bateaux et établissements flottants doivent être entretenus par l'occupant de façon à satisfaire à toute époque aux impératifs de sécurité, d'hygiène et d'esthétique définis par l'administration compétente.

Les obligations d'entretien définies au présent article portent également sur les aménagements réalisés par Voies Navigables de France et mis à disposition.

#### **ARTICLE 3.10 - Aspect extérieur**

L'aspect extérieur des constructions, des établissements flottants et des bateaux ne peut en aucun cas porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants ni au site.

Il devra être conforme au cahier des prescriptions particulières de la zone concernée, lorsqu'il existe.

Toute modification significative de l'aspect extérieur des constructions, bateaux ou établissements flottants autorisés dans la cadre de la convention, est soumise à l'accord préalable de Voies Navigables de France.